

HAÏTI (Liste de surveillance de Catégorie 2)

Haïti est un pays d'origine, de transit et de destination d'hommes, de femmes et d'enfants victimes de la traite des personnes à des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle. La majorité des cas de traite des personnes en Haïti concernent des enfants en situation de servitude domestique. En plus d'être soumis au travail forcé, ces enfants sont vulnérables à des châtiments corporels, des agressions sexuelles et d'autres sévices par des membres des familles chez qui ils habitent. Les enfants qui ont été renvoyés ou se sont échappés de situations de servitude domestique représentent une grande partie de l'importante population des enfants qui finissent par se prostituer ou être forcés de mendier ou de commettre des crimes de rue. Les enfants travaillant sur les chantiers, dans l'agriculture, la pêche et comme vendeurs de rue sont vulnérables au travail forcé. Les femmes et les enfants vivant dans des camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays établis à la suite du tremblement de terre de 2010 risquaient davantage d'être victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et de travail forcé. Les enfants vivant dans certaines maisons d'enfants privées et parrainées par des ONG aux responsables peu scrupuleux risquent énormément d'être placés dans des situations de travail forcé. Les Haïtiens sans papiers et ceux venant des milieux les plus défavorisés, surtout les femmes et les enfants, sont particulièrement vulnérables. Il y a également eu des cas documentés de femmes originaires de la République dominicaine obligées de se prostituer en Haïti. Des enfants haïtiens ont été identifiés dans la prostitution, la servitude domestique et la mendicité forcée principalement en République dominicaine. Des Haïtiens sont également soumis au travail forcé, surtout en République dominicaine, dans d'autres pays des Caraïbes, en Amérique du Sud et aux États-Unis.

Le gouvernement haïtien ne se conforme pas pleinement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes, mais il fait des efforts importants dans ce sens. Il a promulgué une loi criminalisant la traite des personnes en 2014. En dépit de ces initiatives, il n'a pas montré qu'il augmentait ses efforts dans l'ensemble pour lutter contre la traite des personnes par rapport à la période couverte par le rapport précédent. Haïti est donc placé sur la liste de surveillance de la Catégorie 2 pour la troisième année consécutive. Ce pays a obtenu une dérogation au déclassement obligatoire en Catégorie 3 car son gouvernement a un plan écrit qui, s'il était mis en œuvre, signifierait qu'il fait des efforts importants pour se conformer aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes et qu'il consacre assez de ressources à la mise en œuvre de ce plan. Aucun auteur de la traite des personnes n'a été condamné en dépit du grand nombre des victimes identifiées chaque année. Le gouvernement avait des capacités insignifiantes de fournir des services directs ou spécialisés aux victimes de la traite, mais il a continué d'orienter des victimes et des jeunes à risque vers des centres d'accueil enregistrés auprès de l'Institut du bien-être social et de recherches (IBESR) du ministère des Affaires sociales et du Travail et administrés par des ONG locales.

Recommandations à l'intention d'Haïti :

Faire appliquer la nouvelle loi qui interdit la traite à des fins sexuelles et toutes les formes de travail forcé, y compris la servitude domestique ; engager des enquêtes et des poursuites judiciaires, condamner les trafiquants de personnes et leur imposer des peines en vertu de la nouvelle loi, y compris ceux qui maltraitent les travailleurs domestiques ou livrent des enfants de moins de 18 ans à la

prostitution ; adopter des dispositions pour garantir que les victimes ne soient pas punies pour des crimes commis en conséquence directe du fait qu'elles étaient soumises à la traite ; en partenariat avec des ONG, adopter et employer des procédures officielles pour guider les responsables dans l'identification proactive des victimes et l'orientation des victimes mineures et adultes vers les centres d'accueil et les services appropriés ; œuvrer avec la communauté des bailleurs de fonds pour élaborer des mécanismes durables de financement à long terme des prestataires de services aux victimes de la traite ; et accroître les fonds qui permettent aux autorités haïtiennes d'aider les victimes, spécialement les travailleurs sociaux et les policiers qui secourent des victimes de la traite.

Poursuites judiciaires

Le gouvernement n'a pas fait de progrès apparents dans la poursuite des trafiquants de personnes pendant la période couverte par le présent rapport, mais en 2014, il a promulgué la Loi N° CL/2014-0010, qui criminalise la traite des personnes. Cette loi interdit toutes les formes de traite des personnes et impose des peines allant jusqu'à 15 ans de prison, qui sont suffisamment sévères et à la mesure de celles imposées pour d'autres crimes graves, comme le viol. Tout comme pendant la période couverte par les trois rapports précédents, le gouvernement n'a pas signalé de poursuite judiciaire ou de condamnation de trafiquants de personnes.

Le gouvernement n'a pas signalé d'enquêtes ou de poursuites judiciaires à l'encontre de fonctionnaires pour complicité présumée dans des infractions liées à la traite des personnes pendant la période couverte par le présent rapport. La corruption généralisée est demeurée un obstacle à la lutte contre la traite des personnes. Des faiblesses procédurales et institutionnelles de longue date dans le système judiciaire ont entravé la capacité de ce pays à traduire en justice les trafiquants de personnes. Malgré d'importantes difficultés financières, certains travailleurs sociaux et agents des forces de l'ordre haïtiens résolus ont participé à des opérations pour libérer des victimes de la traite. Toutefois, peu après que les responsables gouvernementaux et les partenaires issus de gouvernements étrangers ont réussi à secourir 10 victimes de la traite sexuelle et ont arrêté les exploiters présumés, le principal suspect a disparu. Les faiblesses systémiques du judiciaire ont été l'une des principales causes de la libération de l'auteur présumé qui avait été arrêté. Le gouvernement a fait des efforts pour donner une formation aux agents de la Police nationale d'Haïti sur des questions relatives aux droits de l'homme, y compris un enseignement structuré limité sur des sujets ayant rapport à la traite des personnes.

Protection

Le gouvernement a fait quelques efforts pour identifier et aider des victimes de la traite pendant la période couverte par le présent rapport, mais ces efforts ont été affaiblis par l'absence de poursuites à l'encontre des trafiquants de personnes. Il n'a pas suivi systématiquement les données sur l'identification des victimes de la traite, mais il a signalé avoir travaillé avec des ONG pour rendre à leurs familles des travailleurs domestiques mineurs qui étaient en situation d'exploitation. Les autorités haïtiennes ont collaboré avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour faciliter le rapatriement volontaire de neuf adultes étrangers victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et d'un enfant victime de la traite que la police haïtienne a secourus avec des partenaires de services de

répression étrangers. Pendant la période couverte par le présent rapport, des responsables haïtiens ont retiré certains enfants de situations de vulnérabilité et les ont placés dans des services d'accueil appropriés ; toutefois, aucune procédure distincte à l'échelle du gouvernement n'a été adoptée pour guider tous les intervenants de première ligne dans l'identification et l'orientation des victimes potentielles de la traite en Haïti.

Les ONG ont fourni la majorité des services d'assistance aux victimes. Les services destinés aux victimes de la traite étaient souvent liés à des services destinés à d'autres types de victimes. Les ONG et les partenaires internationaux ont accru la coordination de ces services avec les institutions gouvernementales haïtiennes, ce qui amélioré la capacité des pouvoirs publics de prendre note des allégations de maltraitance liée à la traite et d'y répondre. Le gouvernement n'a pas fourni de services directs ou spécialisés aux victimes de la traite. Le budget de l'IBESR était insuffisant pour satisfaire les besoins de protection les plus élémentaires des enfants de tout le pays, et les inspecteurs du travail et de la protection sociale n'avaient souvent pas de matériel de base et de moyens de transport fiables. Deux établissements financés par l'État fournissaient une assistance à des enfants vulnérables qui risquaient de devenir des victimes de la traite, dont l'un, fondé en novembre 2013, s'occupe des enfants des rues. L'article 8 de la nouvelle loi établit des mesures officielles de protection des victimes de la traite des personnes pour encourager ces victimes à aider à faire progresser l'instruction et la procédure engagée contre les trafiquants de personnes. La loi établit des protections juridiques pour empêcher de poursuivre les victimes de la traite pour des infractions commises en conséquence directe de leur condition de victimes de la traite. La loi précise que les étrangers victimes de la traite peuvent bénéficier d'un statut de résident permanent en Haïti s'il y a lieu et offre donc des solutions juridiques autres que le renvoi vers des pays où les victimes pourraient subir des représailles ou des difficultés.

Prévention

Le gouvernement a fait des efforts limités pour empêcher la traite des personnes pendant la période couverte par le présent rapport. Il a adopté un plan d'action pour lutter contre la traite des personnes en avril 2014. Le groupe de travail interministériel chargé de coordonner toutes les initiatives du pouvoir exécutif concernant la lutte contre la traite n'a pas rendu compte de ses activités pendant la période couverte par le présent rapport. Avec le soutien de l'UNICEF, l'IBESR a lancé une campagne de sensibilisation en juin 2013 pour attirer l'attention sur les efforts déployés par Haïti pour éliminer les formes de travail qui exploitent les enfants. Depuis 2012, le gouvernement haïtien, par l'intermédiaire de l'IBESR, a offert une ligne d'assistance téléphonique aux victimes de la traite ; il a signalé 11 cas possibles d'enfants en situation de servitude domestique découverts grâce à des appels à cette ligne d'assistance. Il a également mené une campagne de sensibilisation du public au sujet du travail des enfants et de la traite des enfants, au nombre d'autres préoccupations concernant la protection des enfants. Grâce à sa ligne d'assistance téléphonique, d'enquêtes sur des maisons d'enfants et d'autres activités, l'IBESR a fermé 40 maisons d'enfants qui fonctionnaient en violation des normes internationales en 2012 et 2013. En 2013, l'IBESR a retiré 754 enfants de situations dans lesquelles ils étaient exploités et ils couraient un grand risque de devenir victimes de la traite des personnes. Un partenariat entre les autorités et des représentants des communautés pour surveiller les boîtes de nuit

a permis de fermer plusieurs établissements où de jeunes garçons et filles avaient été exploités à des fins sexuelles.